

# Ainsi donc les systèmes de protection sociale des pays européens auraient révélé leurs faiblesses durant cette pandémie



Partout en Europe les « systèmes de protection sociale ont échoué à faire face à la crise sanitaire », ce n'est pas nous qui le disons mais une récente étude\* de la Confédération Européenne des Syndicats. Si le constat est sans appel il ne surprend malheureusement pas vraiment. Cette étude vient au contraire confirmer ce que nous disons depuis des années : le démantèlement continu, minutieux et absurde de la protection sociale se paiera très cher en retour : la difficulté d'accéder aux soins ne fera qu'aggraver les pathologies existantes.

La mise sous coupe comptable de tout le système hospitalier conduit à la catastrophe sanitaire, et nous le constatons malheureusement de façon dramatique aujourd'hui. La diminution des indemnités chômage, quand elles ne sont pas purement et simplement supprimées fait basculer des millions de travailleurs dans la précarité et la pauvreté. La même logique préside aux politiques en défaveur des pensions et des retraites.

À trop vouloir mettre la protection sociale sous la férule des gestionnaires et des financiers on se dirige tout droit vers une société où la précarité (même avec un travail) et la pauvreté deviennent déjà la norme pour des millions de personnes.

Une société qui ne mise plus sur sa population et n'investit plus dans ses systèmes sociaux qui sont les garants à la fois de sa cohésion et de sa pérennité est-elle viable ? Bien sûr que non. Et c'est de plus un total non-sens économique.

Nous sommes arrivés au bout d'un modèle, celui du tout gestionnaire, celui du capitalisme le plus débridé, celui qui se montre incapable de soutenir son système hospitalier alors que nous faisons face à la pire pandémie de ce siècle. Jusque quand un tel système peut-il encore tenir ?

Dans la précipitation, l'urgence et disons-le, la panique, la plupart des pays de l'Union Européenne ont pris des mesures pour soutenir leur système de protection sociale. Des mesures insuffisantes, non pérennes, et surtout qui n'appellent pas à refondre fondamentalement un modèle social qui a largement montré ses limites. En effet, l'étude conclut que « cette soudaine crise sanitaire a mis en lumière les profondes lacunes des systèmes de protection sociale ». Certes, mais ces « lacunes », ces « failles », ces trous béants », par qui et par quoi ont-ils été provoqués ? Par la politique menée par les gouvernements libéraux en place et par une commission européenne qui freine dès qu'il s'agit de remettre l'humain au cœur du projet européen.

La France a déjà annoncé qu'elle maintient la réforme de l'assurance chômage qui entrera en vigueur le 1er juillet 2021. Et déjà Macron annonce que le prochain quinquennat sera celui du retour à l'équilibre et à la rigueur budgétaire. À croire qu'ils ne comprennent rien, que les mêmes causes produiront les mêmes effets. Il faut sortir des discours incantatoires appelant une Europe sociale pour au contraire la construire de toute urgence.

Pour cela la fédération FNPOS a multiplié les propositions, toutes soutenables et parfaitement réalisables, les seules qui nous donneront des perspectives et nous permettront d'entrevoir un avenir meilleur pour les travailleurs, les privés d'emploi, les jeunes, et les retraités.

L'Europe sociale et solidaire ne peut plus être un simple slogan, mais elle doit devenir une réalité dans un monde incertain qui voit aujourd'hui une pandémie mettre en relief toutes ses contradictions.

\* <https://www.etui.org/publications/non-standard-workers-and-self-employed-eu>